



Après les attentats de Bruxelles, les responsables de l'UE préparent une vaste escalade de l'espionnage policier

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2016

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Droits humains et État policier](#)

Les enquêtes sur les attentats de Bruxelles n'en étaient encore qu'au tout début que les responsables de l'Union européenne (UE) faisaient déjà pression pour une formidable extension des pouvoirs d'espionnage de la police et du renseignement. Les ministres de la Justice et de l'Intérieur de l'UE se sont réunis jeudi pour planifier l'intensification de la collecte de renseignements et la coordination des opérations de police sur tout le continent.

Le premier jour d'enquête avait déjà soulevé les questions les plus sérieuses sur le rôle de l'État belge dans l'attaque. Déjà il est clair que, comme dans les attaques de l'EI l'an dernier à Paris, les auteurs étaient bien connus de la police et des agences de renseignement.

Malgré les preuves de plus en plus nombreuses du contraire, les gouvernements européens de toutes tendances affirment que les attaques ont pu se produire parce que l'échec à échanger les renseignements a empêché les autorités d'identifier les assaillants. Sur cette base frauduleuse, ils exigent qu'on intensifie l'espionnage policier de la population.

« Le meilleur remède contre de telles attaques est l'échange d'informations », a déclaré le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière. « Le point principal est cependant que nous avons des réservoirs de données séparés, pour le trafic des visas, pour l'information des enquêtes et pour les données des passagers aériens. Nous devons relier tout cela. »

De Maizière a carrément déclaré que la vie privée et les droits de protection des données étaient sans importance, disant: « Ces attaques et la situation de la sécurité actuelle, la situation de la terreur, doivent nous amener à mettre ces considérations de protection des données en fin de liste. »

Paris pousse à l'adoption d'un système controversé paneuropéen, le Passenger Name Record (PNR), pour centraliser les données de vol en Europe et les remettre aux agences de renseignement internationales. « Le PNR est un symbole. Le Parlement européen doit montrer pleinement son engagement dans la lutte contre le terrorisme », a déclaré le premier ministre français, Manuel Valls.

Le 22 mars, le premier ministre italien Matteo Renzi a demandé une « structure de sécurité européenne unitaire » de la police et des agences de renseignement et déclaré: « Ensemble, les services secrets travaillent plus et mieux. »

Renzi a cité en exemple les opérations policières des « années de plomb » marquées entre 1968 et 1980 par une violence sanglante impliquant des groupes d'extrême droite et des groupes petits-bourgeois « de gauche » comme les Brigades rouges. « L'Italie, hélas, dispose d'expérience. La police italienne a été confronté à la mafia, au terrorisme et aux Brigades rouges, » a-t-il dit, ajoutant : « L'Europe vaincra le terrorisme djihadiste de la façon dont l'Italie a vaincu le terrorisme. »

Le commissaire aux affaires intérieures de l'UE, Dimitris Avramopoulos, a insisté pour dire qu'il ne fallait pas s'inquiéter d'une conduite antidémocratique et secrète des agences de l'État à qui on accorde ces pouvoirs massifs. « La logique de l'Etat profond n'existe plus de nos jours, tout est mondialisé, tout est internationalisé », a déclaré Avramopoulos.

L'évocation par Avramopoulos de la fin de « l'État profond » est hautement significative. Elle vise apparemment à rassurer le public; il n'y aurait pas, malgré le transfert de pouvoirs extraordinaires aux agences de renseignement et de police, de retour à la vague d'attentats et de coups d'État militaires des partis d'extrême droite et de factions de l'armée qu'a connu l'Europe des années 1960 au début des années 1980.

Dans une période de crise économique et d'agitation sociale marquée par des événements comme la grève générale de 1968 en France et le renversement en 1975 de la dictature franquiste en Espagne, la classe dirigeante a cherché à garder le pouvoir au moyen de coups d'État militaires et d'attentats terroristes faussement imputés à des groupes de gauche. En faisait partie le coup d'État soutenu par la CIA en Grèce en 1967, qui a ouvert la dictature des colonels; les coups d'État de 1960, 1971 et 1980 en Turquie; et les attentats d'extrême droite en Italie comme les meurtres de la Piazza Fontana à Milan en 1969 et le carnage de Bologne en 1980.

Les assurances d'Avramopoulos n'ont aucune valeur. Dans la crise économique la plus profonde depuis la Grande Dépression des années 1930 et alors que les gouvernements pro-austérité sont discrédités dans toute l'Europe, le renforcement et l'extension des pouvoirs policiers est la menace la plus sinistre contre les droits démocratiques.

Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais le 22 mars 2016

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier, wsws.org](http://wsws.org), 2016

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca